

Microfinance et performance financière des microentreprises en Haïti

Microfinance and Financial performance of Micro-Enterprise in Haiti

Hubermane Ciguino et Bénédique Paul



Éditeur
Université des Antilles

Édition électronique

URL : [http://
etudescaribeennes.revues.org/10381](http://etudescaribeennes.revues.org/10381)
ISSN : 1961-859X

Référence électronique

Ce document a été généré automatiquement le 17 décembre 2016.

Microfinance et performance financière des microentreprises en Haïti

Microfinance and Financial performance of Micro-Enterprise in Haiti

Hubermane Ciguino et Bénédique Paul

Remerciements

Les auteurs remercient les participants au colloque international « Innovations et Entrepreneuriat dans le Développement » tenu en Haïti en juin 2016 pour leurs remarques. Le travail de recherche à la base de cette publication a bénéficié du soutien de l'IRD/AIRD et du PANSEH/DID.

Introduction

- 1 Selon un rapport produit par la Banque Mondiale et ONPES (2015), seulement 2 % de la population haïtienne dispose pour sa consommation au moins 10 USD/jour représentant le seuil de revenu qui caractérise la classe moyenne de la région Amérique latine. Selon des données officielles, l'essentiel des revenus des ménages haïtiens provient de trois sources principales : le travail indépendant (36,6 %), les transferts (25,7 %) et les salaires (20,6 %) (MPCE, 2004). L'auto emploi occupe donc une place importante dans les revenus des ménages.
- 2 En effet, l'une des réponses au problème de l'emploi en Haïti est la création et le développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). À travers l'entrepreneuriat, une grande partie de la population s'oriente vers la carrière indépendante. Cependant, l'accès aux ressources financières constitue une limite au démarrage ou la croissance d'une activité entrepreneuriale (Forum économique mondial, 2014).

- 3 La majorité des prêts accordés par la microfinance est concentrée sur le commerce et les services. Le secteur agricole qui représente 25 % du PIB du pays est sous-financé, d'où sa professionnalisation est extrêmement limitée et sa faible compétitivité de la production agricole (Paul, 2012). En Haïti, l'un des éléments majeurs de blocage au développement du monde paysan est l'absence d'autres facteurs de production comme le capital et la technologie. En effet, l'absence de financement dans le secteur agricole et l'expansion de microfinancement des activités commerciales ont renforcé le processus de tertiarisation de l'économie haïtienne (Paul, Daméus, Garabé, 2010).
- 4 Un aspect majeur du problème de crédit en Haïti est l'exclusivité ou encore la non-démocratisation, dans le sens qu'il n'est pas ouvert à tout le monde, ou, en d'autres termes, il privilégie une minorité de personnes. Selon un document produit conjointement par le PNUD et le bureau international du travail BIT, environ 133 clients sur 400 000 détiennent les deux tiers du volume de crédits supérieurs à 75 000 gourdes au niveau des banques commerciales haïtiennes. La BRH, de son côté, parle de près de 10 % des emprunteurs du système bancaire haïtien qui bénéficie approximativement de 70-80 % du portefeuille de crédit total (BRH, 2013).
- 5 Devant ce manque de financement bancaire, la microfinance paraît comme une alternative au financement des MPME. Le secteur de la microfinance a connu une expansion fulgurante en Haïti depuis 1995 (Paul, Daméus et Fleuristin, 2012) et devient l'un des plus dynamiques de l'économie haïtienne. En 2010, son bilan consolidé équivaut à 7 % de celui de l'ensemble du secteur bancaire pour trois fois plus d'emprunteurs desservis¹ (USAID, 2012).
- 6 Cependant, à travers le monde, les organisations de microfinance sont critiquées pour les niveaux élevés des taux d'intérêt pratiqués (Koloma, 2010 ; Assadi et Hudon, 2011 ; Bashara, Hudon et Nawaz, 2015). Les taux d'intérêt devraient donc logiquement se situer entre les taux bancaires et les taux d'usure.
- 7 Edusei (2012) qui a fait une étude sur la microfinance en Afrique subsaharienne a conclu que le taux d'intérêt joue une influence particulière dans la performance financière des organisations de microfinance (OMF), ce qui impacte les microentreprises. Selon Edusei (2012), le taux d'intérêt est un élément fondamental dans la rentabilité des microentreprises voir leur performance. Le débat sur les conséquences des conditions de prêts sur la performance financière des microentreprises reste ouvert.
- 8 Dans cet article sur le microfinancement de l'entrepreneuriat en Haïti, nous cherchons à répondre à la question suivante : comment les conditions de prêts affectent-elles la performance financière des microentreprises ? À cette question, nous faisons les hypothèses suivantes : plus le délai de remboursement est long, plus l'entreprise emprunteuse affiche des résultats financiers élevés et un taux d'intérêt faible augmente la performance financière des entreprises emprunteuses. À partir d'un échantillon de 62 microentreprises choisies par sondage aréolaire, nous avons réalisé un test empirique de ces hypothèses.

1. Le microfinancement en Haïti

- 9 Le secteur de la microfinance joue un rôle fondamental face aux besoins de financement des MPME en termes d'accès aux services financiers. Durant les dix dernières années, le secteur de la microfinance est très dynamique avec un encours de crédit augmenté et un

actif total accru. En effet, en 2011 l'actif total était estimé à 10,78 milliards de gourdes (USAID, 2012) et aujourd'hui elle est évaluée à 12, 234milliards de gourdes, soit une augmentation de plus de 11 % (HIFIVE-USAID, 2015). Sur les mêmes périodes, le portefeuille de crédit du secteur de la microfinance est passé de 6,9 milliards de gourdes en 2011 à plus de 8 milliards de gourdes en 2014 (HIFIVE, 2015), soit une augmentation de plus de 13,75 %.

- 10 La taille moyenne d'une OMF en Haïti (USAID, 2012) est de 55 Millions de gourdes en termes d'actif et 35 millions en termes de portefeuille brut. Le nombre d'emprunteurs est passé à 310 064 (2011) à 324 456 en 2014 (HIFIVE, 2015) avec une tendance moins soutenue par rapport au volume de crédit de 4,45 %, donc non proportionnelle. Selon cette même étude, le sous-secteur coopératif de la microfinance HIFIVE (2015) a une part de portefeuille de crédit et du nombre d'emprunteurs respectivement évaluée à 36 % et 19 %.
- 11 Les principales institutions financières non bancaires sont les coopératives financières. À côté d'elles, on trouve des organisations de microfinance non-coopératives et les organismes informels. Le mouvement financier coopératif haïtien a débuté en 1937 avec la création de la première coopérative et l'élaboration de la première loi sur les coopératives. La méthodologie dite « Caisse Populaire », d'origine franco-canadienne utilisée par le mouvement, a été initiée pour la première fois en 1946 à Jacmel. Ainsi, à côté des autres coopératives (production, service...), les coopératives d'épargne et de crédit sont aussi connues sous le nom de caisse populaire. D'après Develtère (1991), le nombre de coopérateurs était alors estimé à 68 000. Elles atteignent le nombre de 348 000 en 1999. Dix ans plus tard, en 2009, ce nombre était déjà porté à 469 870 (WOCCU, 2009).
- 12 Les agents économiques qui n'ont pas d'accès au système formel développent toute une gamme de services financiers de proximité répondant à leur besoin immédiat. Ces formes de financement connues sous l'appellation de *Sòl*, Prêt à l'intérêt (communément appelé *Ponya*), gage, hypothèque, etc. fonctionnent à la fois au niveau rural et urbain.

1.1. Méthodologie du crédit dans le sous-secteur de la microfinance

- 13 L'étude de HIFIVE (2015) a montré que le prêt moyen est de 55 027 gourdes pour les emprunteurs hommes et de 39 446 gourdes pour les femmes. Curieusement, la branche coopérative a une part très moindre en termes de nombre d'emprunts accordés aux femmes. Pour accorder un prêt à une MPME, elle doit avoir au moins six mois de fonctionnement et leurs taux varient entre 1,95 à 4 % mensuellement. La durée de remboursement est étalée sur un à douze mois pour les OMF non coopératives et plus de douze à vingt-quatre mois pour les CEC. Cette méthodologie facilite l'accès rapide des MPME au crédit.
- 14 La méthodologie de crédit est importante pour la gestion des activités de crédit. On en distingue plusieurs types appliqués par les institutions de microfinance haïtienne. Tout d'abord, il y a le groupe solidaire qui consiste à octroyer le crédit à un groupe de personnes, généralement des femmes, qui se portent garantes l'une de l'autre pour le remboursement. Ensuite, le crédit individuel est une méthodologie assimilable à la forme de crédit bancaire classique par laquelle les prêts sont consentis directement aux individus. Enfin, les mutuelles solidarité (MUSO) sont des groupes de 20 à 35 personnes qui se mettent ensemble pour constituer un fonds participatif par chacun des membres. La MUSO est un groupe de personnes socialement homogènes qui se connaissent et

mettent ensemble leurs ressources en vue d'atteindre des objectifs communs ou de transformer les sommes collectées en crédit rotatif entre elles.

1.2. Limites des conditions de microfinancement

- 15 Ces conditions de microfinancement contournent le problème de financement des banques, mais elles créent un autre problème : la course à la croissance rapide est l'une de ces illusions communes qui peuvent être coûteuses à l'institution de microfinance et bénéficiaires (Koloma, 2010). La facilité de financement des MPME engendre des coûts élevés pour les microentrepreneurs. La politique de plusieurs organisations de microfinance est de parvenir à mettre en place un système qui leur permet de récupérer rapidement leurs prêts et couvrir les coûts de gestion et des risques de ces prêts (Ngenmdahayo, 2006, cité par Yaya Koloma, 2010).
- 16 Selon Sebstad et Walsh (1991), les contraintes réglementaires empiètent négativement sur le fonctionnement de l'entreprise du client et donc sur l'efficacité de leurs prêts. Elles sont occasionnées par le problème de taux et de délai de remboursement. Ces deux problèmes sont majeurs pour les MPME en Haïti. La présente étude vise justement à analyser les conditions de prêts pratiquées par les organismes de microfinancement et leurs conséquences sur les résultats financiers des microentreprises emprunteuses.

2. Méthodologie

- 17 Notre méthodologie consiste d'abord à définir un modèle économétrique en vue de tester la validité des hypothèses et procéder à l'analyse des données de l'enquête de terrain auprès d'un échantillon de 62 MPME choisi sur 2905 entreprises recensées sur l'axe considéré selon le dernier recensement sur les entreprises (MCI, 2014).

2.1. Spécification du modèle

- 18 Généralement, dans l'analyse de la performance financière des entreprises, le ratio $ROA = \text{Bénéfice net} / \text{Capitaux investis}$ est utilisé. Dans d'autres cas, le ratio $\text{Marge opérationnelle} = \text{Bénéfice} / \text{Chiffre d'Affaires}$ (Arbache, 2012) est préféré. Étant donné, les contraintes de collecte de données auprès des MPME, nous utilisons le chiffre d'affaires comme variable proxy de la performance financière. En effet, un chiffre d'affaires élevé augmente la marge bénéficiaire et par conséquent la performance financière. Aussi, un chiffre d'affaires élevé facilite l'accumulation de revenus par la MPME sur une longue période pour assurer le paiement du crédit.
- 19 Le modèle estimé se présente comme suit :
- 20
$$Y_i(\text{CA}) = \beta_0 + \beta_1(\text{taux d'intérêt}) + \beta_2(\text{délai de remboursement}) + \beta_3(\text{montant du crédit}) + \beta_4(\text{capital humain}) + \beta_5(\text{genre de l'associé}) + \beta_6(\text{localisation de l'entreprise}) + \varepsilon_t$$
- 21 β_k : est le paramètre mesurant statistiquement l'influence de la variable explicative k sur la performance financière des microentreprises ;
- 22 β_0 : est une constante.

2.2. Justification du modèle/pertinence du modèle

- 23 Ce modèle a été utilisé par Ba Amadou (2010) qui a réalisé une étude sur le GAMIFI pour évaluer l'impact du microcrédit de cette OMF gabonaise sur la performance financière et économique des bénéficiaires. L'auteur a utilisé les techniques de régression simple, par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) afin d'identifier les variables déterminantes qui influencent significativement la capacité financière globale : $Y = \beta_0 + \beta_{x_1} + \beta_{x_2} + \dots + \beta_{x_k} + \varepsilon_t$ avec 5 variables explicatives : x_1 : Bénéfice net en fin de cycle de prêt, x_2 : Montant du premier cycle de prêt, x_3 : Capacité de remboursement à l'état initial, x_4 : Fonds de roulement à l'état initial et x_5 : Solde du compte courant fin de cycle. Itaddy et El Matouat (2014) ont utilisé une méthode similaire pour étudier la performance des unités microentrepreneuriales bénéficiaires de microfinancement des OMF de Brazzaville.

Tableau 1. Définitions des paramètres

Paramètres/ Variables	Définitions	Unité de mesure
Y_i : Chiffre d'affaires	Nous définissons Y comme variable expliquée de performance financière mesurée par le chiffre d'affaires.	Gourde haïtienne/ mensuel
X_1 : Taux-Intérêt	Taux d'intérêt mensuel appliqué sur le prêt en cour est un indicateur clé influençant la capacité financière des MPME.	(1,8 à 5 %) en pourcentage mensuel
X_2 : Délai de remboursement	Délai de remboursement, sa variation impacte positivement la performance financière. L'existence d'un long délai accordé aux MPME augmente leur performance financière (Field <i>et al.</i> , 2010).	1 à 38 mois
X_3 : Montant du Crédit	Montant du crédit, on anticipe qu'une augmentation du montant de prêt agit positivement sur la capacité financière des MPME.	5000 à 2 000 000 HTG lié à la durée du crédit de la MPME
X_4 : Capital humain	Capital humain. Le niveau d'éducation et de formation a une corrélation positive avec la performance financière des MPME disciplinaires de bonne gestion et de stratégie de croissance.	Primaire-secondaire, professionnel et technique et universitaire
X_5 : Genre_Associé	Cette variable est essentielle, car la littérature sur la microfinance prouve que les femmes sont de bonnes gestionnaires d'entreprises (Belghiti-Mahut <i>et al.</i> 2016).	Variable Dummy, Masculin=0 et féminin=1
X_6 : Localisation-Entreprise	Elle définit la zone d'implémentation de l'entreprise.	Métropolitaine et autre commune

Source : Auteurs

2.3. Choix de l'échantillon

- 24 L'étude est réalisée auprès des 62 MPME dans le département de l'Ouest où se trouve la plus grosse concentration d'entreprises d'Haïti. L'échantillon étudié est sélectionné sur l'axe géographique s'étendant au sud de la capitale, sur les communes de Carrefour, de Léogâne et de Petit-Goâve. La commune Carrefour est une commune très commerciale où l'activité économique est dense, Léogâne est une commune de production agricole et de clairin, et Petit-Goâve est une zone de production de meubles et de « Douce Macoss », ce dernier étant un produit phare de la zone.

- 25 Le choix des entreprises a été fait par sondage aréolaire. Dans l'échantillon sont représentées les trois catégories de secteur d'activité suivantes : le commerce, les services et la production. Ces entreprises ont eu au moins un prêt en cours (au moment de l'étude) soit dans une coopérative, une OMF filiale de banque, une ONG et Tontine-Sabotay-Sol ou une mutuelle.
- 26 Nous avons utilisé une approche à la fois qualitative et quantitative dans le traitement des données. Le test des hypothèses est fait à travers d'une modélisation économétrique permettant d'étudier la corrélation entre le chiffre d'affaires et les variables dépendantes que sont le taux d'intérêt, le délai de remboursement, le montant du crédit, le capital humain, le genre, la localisation. Le test de la significativité des paramètres est fait à un intervalle de confiance de 95 %, c'est-à-dire lorsque le t-stat est supérieur à 1,96 en valeur absolue, ou encore lorsque le *P-value* est inférieure à 0,05.

3. Résultats et discussion

- 27 L'analyse statistique de notre échantillon confirme les données du recensement publiées par le Ministère du Commerce et de l'Industrie (2014). Plus de 25 % des entreprises dont leurs chiffres d'affaires situant entre 40 000 à 160 000 HTG ont un crédit évalué à 25 000 -50 000 HTG. 5 % des entreprises de cette tranche ont un montant de crédit estimé entre 100 000 à 200 000 HTG et 1,6 % ont accès à un financement de plus de 2 000 000 HTG. Par rapport à leurs besoins, la majorité des entreprises sont sous-financées, elles n'ont pas accès à des montants de crédit élevés pour faire fonctionner leurs activités.
- 28 Plus de 35 % des chefs d'entreprises ont simplement un niveau d'étude primaire. 22,6 % des dirigeants ont le niveau secondaire et aucune microentreprise étudiée n'a un dirigeant de niveau universitaire. À mesure que leur niveau d'éducation s'améliore, les microentrepreneurs ont la possibilité d'avoir des prêts plus élevés.

Tableau 2. Estimation des variables

Chiffre d'affaires : Variable dépendante	Variable	Standardized Coefficients	T	Sig. P-value
		Beta		
	Constante		3.638	.001**
	Genre de l'associé	.296	3.010	.004**
	Délai de remboursement	.606	4.758	.000**
	Montant du crédit	.142	1.249	.218
	Niveau d'éducation	-.132	-1.343	.186
	Localisation de l'entreprise	-.238	-2.434	.019*
	Taux d'intérêt	.117	1.109	.273

Seuil de significativité : * = significatif au seuil de 5 %, ** = significatif au seuil de 1 %

Source : Auteurs

3.1. Délai remboursement et chiffres d'affaires

- 29 Les données du modèle montrent une corrélation significative du délai de remboursement avec le chiffre d'affaires ($t > 1.96$ et $p < 0.05$). Notre première hypothèse est confirmée. Ce résultat conforte l'approche de Field *et al.* (2010) ; Karlan et Valdivia (2011), et complète Paul, Garrabé (2010) et PANSEH-CEI(2015) sur la flexibilité nécessaire du calendrier de remboursement. Les études précédentes sur les comportements des emprunteurs ont fait remarquer que l'introduction d'une période de grâce et donc une durée totale plus longue rend l'accumulation de revenus plus facile pour les clients, ce qui est nécessaire pour rembourser leur prêt.

3.2. Taux d'intérêt et chiffre d'affaires

- 30 Le taux d'intérêt n'est pas corrélé au chiffre d'affaires, $P\text{-value} = 0.273$. Notre deuxième hypothèse n'est pas confirmée. Ce résultat montre qu'il n'y a pas nécessairement un problème de taux d'intérêt dans la question de la performance financière des microentreprises.
- 31 Ce résultat rejoint l'étude de Gladys Edusei (2012) qui a fait relater que si le taux d'intérêt ou le coût de financement de l'OMF est inférieur ou égal à 10 %, donc l'entreprise est située dans une zone verte avec possibilité de sortir dans la pauvreté en augmentant la performance financière. Selon un article du *New York Times* (2010), les taux d'emprunt de la microfinance avoisinent une moyenne mondiale de 37 % alors que les taux de remboursement s'élèvent à 95 %. Donc le taux d'intérêt des MPME est acceptable dans l'entreprise à un niveau, au-delà duquel, ce qui va faire chuter la performance financière ce qui renforce l'approche de Yaya Koloma (2010) sur l'effet de seuil.

3.3. Capital humain et chiffre d'affaires

- 32 Le niveau d'éducation n'est pas significativement corrélé avec le chiffre d'affaires, cela nous explique qu'un niveau d'éducation élevé des dirigeants des MPME n'entraîne pas nécessairement un niveau élevé de chiffre d'affaires voire de performance financière. La réalité des microentreprises en Haïti est qu'elles ne sont pas nécessairement portées par des personnes très éduquées, d'où l'idée de Bénédicte Paul (2014) pour les OMF de contribuer à l'éducation financière des clients afin de leur apporter une certaine discipline financière.

3.4. Genre et chiffre d'affaires

- 33 Alors que le genre du microentrepreneur dégrade la qualité du modèle et a dû être exclu, le genre de son associé joue un rôle très significatif sur l'explication du chiffre d'affaires. Ce résultat nous montre qu'avec l'aide d'une associée femme dans les microentreprises, les chiffres d'affaires sont plus élevés. Dans la littérature sur la microfinance, les femmes sont les meilleurs modèles de chefs d'entreprise et de ménages. Elles dirigent mieux les foyers, elles prennent plus de responsabilités dans les engagements pour la croissance de leurs entreprises (Rahman, 1999). On comprend donc la démarche des OMF puisque dans

le rapport du colloque de l'ANACAPH (2012) sur la microfinance, 73 % de la clientèle microfinancière est constituée de femmes.

3.5. Localisation et chiffre d'affaires

- 34 Les résultats de l'étude montrent que plus les MPME sont éloignées des agglomérations, des villes, plus leurs chiffres d'affaires sont faibles. La corrélation entre le chiffre d'affaires et localisation de l'entreprise est significative, $P\text{-value} = 0,019 < 0,05$, la prédiction est expliquée à plus de 95 %. Ce résultat renvoie aux problèmes d'infrastructures que connaissent les différentes régions du pays, car une entreprise située dans la commune de Petit-Goâve a moins de facilité d'affaires qu'une entreprise située dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince où les infrastructures sont meilleures et la clientèle plus solvable.
- 35 Cet aspect complète l'étude de Phareview/Hifive-USAID (2015) qui relate que 41 % des prêts accordés au secteur de la microfinance sont concentrés à Port-au-Prince. Dans la littérature, la localisation des entreprises joue un rôle prépondérant dans la performance financière des MPME, car plus le territoire constitue un vaste marché de consommation, plus il attire les entreprises (Pegui, 2012).

Conclusion

- 36 L'objectif de ce travail était de montrer comment la microfinance impacte les microentreprises en termes de performance financière. Les résultats de l'étude ont permis de confirmer notre première hypothèse sur l'importance d'un long délai de remboursement, mais pas la deuxième hypothèse sur l'importance d'un taux d'intérêt faible. Les résultats de l'étude ont permis de confirmer nos deux hypothèses. Les tests économétriques nous montrent que le modèle est globalement significatif avec 60,1 % de la variabilité de la réponse est expliquée par le modèle. Le chiffre d'affaires de manière globale est corrélé aux montants du crédit, le délai remboursement, le capital humain (éducation), le genre de l'associé du microentrepreneur et la zone de localisation de l'entreprise. Le taux d'intérêt n'est pas significatif, il semble être accepté par les MPME jusqu'à un certain niveau. Ce résultat n'est pas surprenant quoique le taux d'intérêt soit relativement élevé en Haïti, puisque les MPME n'ont pas beaucoup de choix vu les contraintes d'accès au crédit. Bien entendu cette acceptation ne saurait aller au-delà d'un certain seuil qui compromettrait la performance financière de l'entreprise (Edusei, 2012).
- 37 Si les résultats de notre étude sont conformes avec des recherches antérieures, ils n'évaluent pas limites du travail. La taille de l'échantillon, soit 62 entreprises, est faible et la couverture géographique de l'étude est restreinte à trois communes du pays. De même, la spécification du modèle pourrait prendre en compte d'autres variables si les données étaient disponibles. Cependant, elle permet assez bien de tester les hypothèses émises au départ.

BIBLIOGRAPHIE

- Adams, M. (1998). « La micro-finance : un outil de développement dans un contexte de lutte contre la pauvreté », *ADA Dialogue*, 14 : 5-18.
- Amadou, B. (2010). « Impact du Microcrédit sur la performance financière économique des microentrepreneurs », focus sur le programme de GAMIFI, Planet Finance.
- ANACAPH (2012). *Rapport du Colloque international sur la microfinance en Haïti*, Port-au-Prince, Association Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes.
- Arbache, S. (2012). *Indicateurs et ratios financiers clés pour évaluer la performance économique d'un Business Model*, Business Model Fab : URL : <<http://businessmodelfab.com/2012/03/26/indicateurs-et-ratios-financiers-cles-pour-evaluer-la-performance-economique-dun-business-model/>>.
- Assadi, D., Hudon, M. (2011). « La microfinance : de la charité aux affaires », *Management & Avenir*, 46 : 219-226.
- Basharat, B., M. Hudon and A. Nawaz (2015). “Does Efficiency Lead to Lower Prices? A New Perspective from Microfinance Interest Rates”, *Strategic Change*, 24: 49-66.
- BIT (2010). *La promotion du travail décent dans la reconstruction et le développement d'Haïti après le tremblement de 2010*, Genève, Bureau International du Travail.
- BM (2015), *Pauvreté et Inclusion sociale en Haïti*, Port-au-Prince, Banque Mondiale.
- BM, MPCE et ONPES (2015), *Haïti : Investir dans l'humain pour combattre la pauvreté*, Port-au-Prince, Banque Mondiale.
- BRH (2010). *Rapport annuel Banque de la République d'Haïti*, Port-au-Prince
- BRH (2013). *Rapport annuel Banque de la République d'Haïti*, Port-au-Prince
- BRH (2015). *Rapport annuel Banque de la République d'Haïti*, Port-au-Prince.
- Develtere, P. (1991). *Économie sociale et développement : les coopératives, mutuelles et associations dans les pays en développement*, De Beck Supérieur.
- Edusei, G. (2012). *Microfinance, Modèle de l'entrepreneuriat social et son impact en Afrique Subsaharienne, exploratory study*, Bureau of Asia and Private enterprise, Kenya, Coopers & Librand.
- Forum économique mondial (2014). *Rapport annuel Forum économique mondial*.
- Hifive-USAID (2014). *Études sur la microfinance en Haïti*, Port-au-Prince, USAID.
- IHSI (2011). *Enquête sur l'emploi et l'économie informelle*, Port-au-Prince, Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.
- IHSI (2015). *Population totale par sexe, population de 18 ans et plus estimés en 2015*, Port-au-Prince, Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.
- Itaddy, F. (2014). *Financement des micro-activités entrepreneuriales et impact sur la réduction de la pauvreté : cas des institutions de Microfinance du Congo-Brazzaville*.
- Karlan, D. and M. Valdivia (2011). “Teaching Entrepreneurship: Impact of Business Training on Microfinance and Institutions”, *Review of Economics and Statistics*, 93(2): 510-527.

- Koloma, Y. (2010). "Microfinance and threshold effect: The paradox of microfinance », Groupe d'économie du Développement-CEREN, Dijon Bourgogne.
- Koloma, Y. (2014). « Micro-Entrepreneuriat des jeunes au Mali : Entre difficulté d'accès au microfinancement et performance des activités », Conférence : xxx^e Journées du développement ATM : Colloque éthique, entrepreneuriat et développement, Université Cadi Ayyad, Marrakech Maroc.
- Mauconduit, N., E. Émile et B. Paul (2014). "Women and Economic Development: Women Entrepreneurship Situation in Haiti", *Haïti Perspectives*, 2(3): 61-67.
- MCI (2014). *Recensement des Entreprises 2012-2013*, Port-au-Prince, ministère du Commerce et de l'Industrie.
- MPCE (2004). *Carte de pauvreté d'Haïti, version 2004*, Port-au-Prince, ministère de la Planification et de la Coopération externe.
- MPCE (2014). *Cahier de Charges Département de l'Ouest*, Port-au-Prince, ministère de la Planification et de la Coopération externe.
- PANSEH-CEI (2015). *Analyse de l'offre et de la demande sur les services financiers aux MPME*, Port-au-Prince, Programme d'Appui National au Service de l'Entrepreneuriat en Haïti.
- Paul, B. (2012a). « Comment sortir Haïti de la dépendance vis-à-vis de l'aide internationale : Une proposition de stratégies basée sur l'entrepreneuriat innovant », *Haïti Perspectives*, 1(1) : 37-43
- Paul, B. (2012b). *L'expansion du secteur informel et le développement économique en Haïti : où le problème ?*, Quinzaine de la Francophonie (Table ronde), Port-au-Prince, Université d'État d'Haïti.
- Paul, B. (2014). "Why Should Microfinance Organizations Invest in Clients' Business Training? Empirical results from the Haitian microfinance industry", *International Journal of Management Science*, 2(4): 191-202
- Paul, B., A. Daméus et L. Fleuristin (2012). « Le développement de la microfinance en Haïti : un bref aperçu historique », *Recherche, Études et Développement*, 5(1) : 34-44.
- Paul, B., C. Poncet et D. Vallade (2014). « Capital Institutionnel et Economie Sociale et Solidaire : Quel cadre institutionnel pour le développement de l'économie sociale et solidaire en Haïti ? », *Haïti Perspectives*, 3(3) : 27-30.
- Paul, B., M. Garrabé et A. Daméus (2010). « Impact de la politique de crédit sur les comportements des emprunteurs : Études du cas de l'intermédiation financière en Haïti », *Management & Avenir*, 46 : 298-318
- Pegui, Y. F., (2012). *Gouvernance locale et attractivité territoriale des entreprises : cas de la ville de Douala*, Mémoire de Master 2, Université de Yaoundé.
- PNUD (2004). *Des besoins du secteur de la microfinance non-coopérative en Haïti*, Port-au-Prince, Programme des Nations Unies pour le Développement.
- Rahman, A. (1999). "Micro-credit Initiatives for Equitable and Sustainable Development: Who Pays?", *World Development*, 27(1):67-82.
- Sebstad, J. and M. Walsh (1991). *Micro-enterprise Credit and its effect in Kenya: An exploratory study*, Report prepared for USAID AFR/MDI and S&T/WID, Coopers and Lybrand, Washington, DC.
- The New-York Times (2010). « Microcrédits, mais maxi profits », *New-York Times* (22/04/2010).
- USAID (2012). *Recensement de l'Industrie de la microfinance en Haïti*, Port-au-Prince, Agence Américaine pour le Développement International,

USAID-HIFIVE (2015). Rapport sur la microfinance en Haïti, Port-au-Prince, Agence Américaine pour le Développement International

Woccu, R. (2009). *Prepared for the United Nations Expert Group Meeting on Cooperatives*, New York, April 28–30.

NOTES

1. www.microfinancegateway.org/fr/pays/haïti

RÉSUMÉS

L'expansion de la microfinance en Haïti ne semble pas correspondre au développement réel des entreprises financées. Dans cet article, nous analysons dans quelle mesure les conditions de microfinancement déterminent la performance financière des microentreprises emprunteuses. À partir d'un échantillon de soixante-deux microentrepreneurs, nous avons estimé un modèle économétrique qui met en relation le chiffre d'affaires et 6 variables explicatives : taux d'intérêt, montant crédit, délai de remboursement, niveau d'éducation, localisation de l'entreprise, genre-associé. Selon nos résultats, les variables explicatives des résultats financiers des microentrepreneurs sont le délai de remboursement, le genre féminin et la localisation. Il est donc confirmé qu'un délai de remboursement long améliore les résultats financiers des microentreprises bénéficiaires de la microfinance. Par contre, un taux d'intérêt faible ne garantit pas nécessairement de meilleurs résultats financiers puisque le taux d'intérêt n'est pas corrélé significativement au chiffre d'affaires des entreprises.

The expansion of microfinance in Haiti does not seem to correspond to the actual development of microenterprises borrowing from microfinance organizations. In this article, we analyze the extent to which microfinance methodology determine the financial performance of borrowers. Based on a sample of 62 microentrepreneurs, we estimated an econometric model linking turnover and 6 explanatory variables: interest rate, credit amount, repayment period, education level, location, partner's gender. According to our results, the variables explaining the microentrepreneurs' financial results are: the repayment period, the female gender of partner, and the location. It is therefore confirmed that a long repayment period improves the financial results of microenterprises benefiting from microfinance. On the other hand, a low interest rate does not necessarily guarantee better financial results since the interest rate is not significantly correlated with the turnover of the microenterprises.

INDEX

Index géographique : Haïti

Mots-clés : microfinance, résultats financiers, délai de remboursement, chiffre d'affaires

Keywords : microfinance, financial results, reimbursement period, turnover

AUTEURS

HUBERMANE CIGUINO

Université Quisqueya, Assistant de recherche au Centre de Recherche en Gestion et en Economie du Développement (CREGED), ciguino78@yahoo.fr

BÉNÉDIQUE PAUL

Directeur du CREGED, Université Quisqueya (Haïti); et Membre associé à l'UMR 5281 ART-Dev, Université de Montpellier (France), benedique.paul@univ-montpellier.fr